

de la disqualification de leur consentement à exercer ce métier. Cette normalisation favoriserait les intérêts des proxénètes dans le cadre d'un complot plus large.

Le chapitre final aborde l'appropriation politique ambiguë des thèses abolitionnistes, qui aboutit à la pénalisation de la demande. Constatant que la prostitution a été pendant longtemps considérée comme un sujet « *disqualifié et disqualifiant* » (p. 217) dans l'espace public en France, Mathieu cherche à expliquer la façon dont elle s'est imposée dans l'agenda politique, d'une manière inédite, avec la remobilisation abolitionniste des années 1990. Au niveau local, la criminalité proxénète rendue visible par l'afflux de prostituées étrangères sur les trottoirs des centres-ville français a généré une « *moralisation des territoires urbains* ». Au niveau national, on observe l'augmentation de la « *légitimation politique des questions féministes* » (p. 223) – et leur défense par des « *fémocrates* » (p. 225) – qui a favorisé l'acceptation d'un débat sur la prostitution. Depuis que cette dernière est considérée comme un problème public, les efforts du lobby de la Coordination française pour le lobby européen des femmes ont joué un rôle important dans la promotion de la politique suédoise auprès des institutions françaises.

Il est intéressant de noter le rôle de ces fémocrates ('féministes étatiques') dans le succès récent – sur le plan international et local –

du mouvement abolitionniste et de ses vues. Pourtant, la question de la prostitution continue à polariser les mouvements féministes, ces espaces de la cause des femmes que Laure Bereni qualifie « *d'univers social composite* » (p. 103). Alors que la position des féministes abolitionnistes fait l'objet de cet ouvrage, il ne faut pas oublier que le nombre de féministes se prononçant pour la libre disposition du corps n'est pas négligeable.

Étude riche et structurée sur le mouvement abolitionniste, *La fin du tapin* constitue une contribution à la sociologie des croisades morales et nous donne une meilleure idée de la manière dont ce conflit s'est instauré à l'intérieur du mouvement féministe.

Michèle Greer

Doctorante en science politique
Cresppa-Labtop

Anne Monjaret et Catherine Pugeault (eds) – *Le sexe de l'enquête. Approches sociologiques et anthropologiques*

(2014). Paris, ENS Éditions « Sociétés, espaces, temps », 264 p.

Faisant suite à un séminaire du même nom, *Le sexe de l'enquête* rassemble des contributions à la croisée de la sociologie et de l'« *anthropologie/ethnologie* » (p. 9), revenant sur « *les effets de sexe* » à l'œuvre dans des enquêtes de terrain aux thèmes variés. L'anthropologue Anne Monjaret et la sociologue Catherine Pugeault, qui ont dirigé l'ouvrage, ne se sont pas bornées à collecter

des propos épars sur le sujet : chaque partie est introduite par leurs soins afin de préciser son enjeu propre au sein de l'ensemble et elles ont complété l'introduction générale d'un article de près de 60 pages dressant un état de la littérature sur la prise en compte du sexe de l'enquêteur-trice et des enquêté·e·s dans l'analyse méthodologique. Minutieux, un tel livre est aussi inédit dans la production française des ouvrages de méthode. Pour cette raison et pour la qualité des contributions en son sein, on donnera dans un premier temps un bref panorama de son contenu, afin d'aiguiser l'intérêt des lecteurs et lectrices. Sera ensuite plus longuement discuté le parti pris des coordinatrices de ne pas l'inscrire dans la recherche féministe, ni même à proprement parler dans l'ensemble pourtant désormais consensuel des études de genre : lacunes bibliographiques, embarras conceptuels et piques antiféministes caractérisent aussi l'ouvrage.

Dans la première partie, « L'enquête sous contraintes relationnelles : établir et entretenir la confiance », Isabelle Mallon, Laurence Guyard et Pierre-Noël Denieuil reviennent sur les ressorts genrés des liens de confiance tissés sur des terrains majoritairement peuplés de femmes – les maisons de retraite et la consultation gynécologique en France, « *l'entrepreneuriat féminin* » en Tunisie ; ce qui leur permet d'aborder les avantages

réels et illusoire de l'homosociabilité pour la relation d'enquête, ainsi que le rôle de la subjectivité de l'enquêteur ou de l'enquêtrice dans le processus d'objectivation de la vie des autres. Dans la deuxième partie, « L'enquête ou le théâtre des relations sexuées », ce sont les hommes qui constituent l'essentiel des enquêtés. Si les auteur·e·s abordent bien des jeux de rôle à l'œuvre dans la relation d'enquête, ce qui caractérise le plus leurs contributions est de mettre au jour des rapports de pouvoir tous articulés à la différence des sexes : l'injonction faite à Jasmina Stevanovic, comme à toute femme à bord d'un navire de la marine marchande, d'entretenir un rapport hiérarchique avec son « *collaborateur* » cameraman dès lors rabaissé au rang de « *subalterne* », la nécessité pour Geneviève Pruvost de masquer son féminisme auprès des policiers, l'obligation pour Agnès Jeanjean d'accepter « *un rapport initiée-initiateur* » avec les égoutiers, etc. ; rapports de pouvoir qui sont à l'œuvre jusque dans l'équipe enquêtrice, comme le montre très bien le développement sur la division sexuée du travail d'enquête proposé par Marc Bessin et Marie-Hélène Lechien. Dans la troisième partie, « L'enquête ou le théâtre de relations sexualisées », Anne Saouter sur le milieu rugbystique, Philippe Combessie à propos de sa relation avec ses enquêtées

« *libertines* », Sylvie Bigot revenant sur son enquête par Internet auprès d'escortes révèlent ce que la grande majorité des comptes rendus d'enquête passent sous silence : le fait que, comme toute relation sociale, la relation d'enquête est souvent traversée par la sexualité.

Si plusieurs contributions utilisent le 'genre' et les 'rapports de sexe' de façon centrale et dans une perspective féministe (cf. Mallon, Stevanovic, Bessin et Lechien, Pruvost, Jeanjean, Saouter), l'usage que Monjaret et Pugeault font de ces concepts est plus qu'ambivalent. Le 'genre', absent de la couverture, apparaît au frontispice de leur introduction générale (« En quête de genre ? ») et du premier chapitre (« Le travail du genre sur le terrain »), qui propose une revue de la littérature destinée à « *saisir les limites des connaissances et des pratiques disciplinaires accumulées en langue française* » (p. 20). Elles manifestent pourtant une distance au concept dès les premières pages du livre et l'idée qu'on pourrait les imaginer tenir un propos féministe est écartée dès que possible : Monjaret et Pugeault ne sont pas des « *militantes avérées* » (p. 8), les « *gender studies* » ne sont pas de leur âge (le 'genre' serait une importation toute américaine et toute récente, p. 8) et elles laissent aux « *spécialistes* » le soin de trancher entre les différentes conceptualisations du sexe et du

genre (p. 9) – les sophistications d'ordre épistémologique ne sont pas de leur ressort et sont manifestement négligeables lorsque « *c'est l'entrée méthodologique qui est privilégiée* » (p. 9). Ce qui ne les empêche pourtant pas d'utiliser les catégories de 'sexe' et de 'genre', selon des acceptions qui du coup restent indéfinies, comme en témoigne l'usage synonymique qu'elles font des deux termes, les « *effets de sexe* » sur l'enquête par exemple devenant régulièrement « *effets de genre* ».

Par ailleurs, les coordinatrices proposent une généalogie étonnante de l'état des savoirs sur le sexe (ou le genre, donc) de l'enquête : des pans entiers de la recherche féministe française (mais aussi pour une grande part états-unienne) sont occultés. Si l'histoire des femmes est mentionnée, de même que l'invisibilisation du travail des enquêtrices durant plusieurs décennies, en revanche quasiment aucune chercheuse féministe ayant fait la preuve de cette invisibilisation n'est citée. C'est que Monjaret et Pugeault n'ont « *dépouillé* » que les « *revues généralistes phares de l'ethnologie et de la sociologie* » (p. 20) : cherchant à comprendre la production scientifique sur le sexe de l'enquête, elles n'ont inclus dans leur corpus de référence aucune publication s'occupant centralement de sexe et de genre. Du coup, seules des spécialistes du genre publiées à partir des années 2000, dans des

revues « généralistes » (contrairement à la majorité de leurs prédecesseurs), sont référencées. Pourtant Monjaret et Pugeault parlent de « *division sexuelle du travail d'enquête* », de « *rappports sociaux de sexe* », de « *stéréotypes de genre* » mais sans jamais évoquer les auteures qui ont forgé ces concepts. De façon récurrente, et particulièrement pour désigner celles qui ont le plus écrit dans les années 1970 et 1980, « *les féministes* » n'ont pas de nom et apparaissent distinctes de deux autres ensembles : « *les sociologues* » et « *les anthropologues* ». Enfin ce sont les hommes qui en parlent le mieux. Il y a ceux qui les critiquent : Edgar Morin et sa vision essentialisée des qualités féminines (p. 36), Howard Becker et son « *ironie mordante* » qui dénonce « *un noyau très solide des critiques féministes selon lesquelles de nombreuses théories sociologiques (sinon toutes) sont sexistes* » (p. 52). Et il y a ceux qui les aiment bien : Maurice Godelier du côté des Françaises, Daniel Cefaï pour les Américaines, et surtout, Jean Copans qui apparaît comme le spécialiste sur le sujet (quatorze citations dans l'article inaugural de l'ouvrage).

On ne pourra donc pas suspecter Monjaret et Pugeault d'être féministes. Était-il besoin pour autant d'épingler la perspective féministe nécessairement à « *dépasser* » (p. 52), sans réels arguments, avec force ironie et sous-entendus ? Était-il besoin

d'occulter la production féministe particulièrement sur les catégories dont les directrices du *Sexe de l'enquête* ont pourtant elles-mêmes hérité puisqu'elles les utilisent abondamment ? Et une telle occultation, qui plonge les noms dans l'oubli et raccourcit les propositions théoriques, était-elle judicieuse ? En partant de l'idée que méthode d'enquête et épistémologie n'ont rien à voir l'une avec l'autre, Monjaret et Pugeault tendent tout au long de leur propos à aplatir le 'sexe' de leur titre à une simple « *variable* » (p. 31) et à une « *caractéristique* » personnelle/individuelle (p. 14, 25, 32, 37, 45, 50, 61, 66, 71). S'il est question en fin de chapitre d'un « *ordre politique* » qui organiserait le « *rapport d'enquête* », dans l'essentiel du texte il ne faudrait pas voir dans le rapport social de sexe un rapport hiérarchique systémique. Au-delà du fait qu'on se demande alors pourquoi Monjaret et Pugeault utilisent à plusieurs reprises le concept de '*rapport social de sexe*', elles se condamnent souvent à juxtaposer les « *situations* » et les « *rencontres* » (parfois « *mauvaises* » quand l'enquêtrice doit « *se prémunir du viol* », p. 63). De la même façon, parce qu'elle n'est jamais construite comme une catégorie décrivant un rapport de pouvoir, la sexualité est réduite à un ensemble de pratiques érotiques, et elle apparaît presque systématiquement en fin d'énumération

ou de plan (du chapitre introductif et du livre dans son ensemble), comme si elle était un produit mécanique et secondaire du genre. Ce qui est une des plus grandes déceptions de l'ouvrage : alors que quasiment rien en français n'existe sur la sexualité dans l'enquête, on ne peut que saluer l'intérêt porté pour ses manifestations et ses effets méthodologiques, tels qu'ils sont présentés dans les chapitres opérant des retours sur des enquêtes spécifiques ; mais son traitement par les directrices de l'ouvrage en tant qu'« *irruption* » (p. 16, 64, 69) et effet magique du sexe/genre (on peut ainsi lire p. 66 que « *les relations sexuées se traduisent parfois sur le terrain d'enquête en relations sexuelles* »), là encore à mille lieues de toute réflexion épistémologique, notamment sur l'articulation entre sexe, genre et sexualité, empêchent d'en produire une analyse méthodologique qui aille au-delà de la seule description de situations et de « *jeux* » de « *séduction* » (p. 12, 13, 39, 48, 50, 51, cinq fois p. 64, trois fois p. 199, trois fois p. 200).

On ne peut s'empêcher de s'interroger sur les motivations à l'origine du projet de Monjaret et Pugeault. Pourquoi se concentrer sur le sexe de l'enquête quand on s'intéresse si peu aux conceptualisations du genre ? Et pourquoi consacrer autant de pages à dénoncer l'invisibilité du travail scientifique des femmes, et avoir

(re)trouvé de nombreuses références faisant la preuve du mépris que ce travail a longtemps inspiré à nombre de chercheurs, pour en réalité considérer l'analyse féministe si peu digne d'intérêt qu'elle n'est évoquée que de très loin et sous la plume d'hommes ?

Isabelle Clair

Sociologue,
chargée de recherche au CNRS
Laboratoire Cresppa, équipe GTM
(UMR 7217, CNRS, Paris 8)

Sabrina Sinigaglia-Amadio (ed)
– *Enfance et genre. De la construction sociale des rapports de genre et ses conséquences*

(2014). Nancy, Presses universitaires de Lorraine, 292 p.

L'ouvrage, rédigé sous la direction de Sabrina Sinigaglia-Amadio, comporte une vingtaine de contributions révélant ainsi la richesse scientifique du colloque « *Enfance et genre : comment le sexisme vient aux enfants ?* » qui s'est tenu fin 2011. Composé de trois parties, il s'attache à comprendre les mécanismes et les enjeux sociaux de la construction des rapports de genre qui trouvent leurs origines dans les espaces de l'enfance. En effet, tout au long de l'ouvrage, l'hypothèse d'une construction de soi dans l'enfance marquant durablement l'individu (p. 8), ses pratiques et ses aspirations se trouvent accréditées et rappellent dès lors l'importance de lutter au sein des diverses instances de socialisation contre les stéréotypes de sexes et la